

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième et huitième chambres, saisi par le Ministre Président, Ministre des Finances, des Relations internationales, de la Santé, de la Famille et des Personnes âgées, du Sport et du Tourisme de la Communauté germanophone, le 30 janvier 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de "décret-programme 1997", a donné le 6 février 1997 (deuxième chambre) et le 4 février 1997 (huitième chambre) l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede en achtste kamer, op 30 januari 1997 door de Minister-President, Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme van de Duitstalige Gemeenschap verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van "programmadedcreet 1997", heeft op 6 februari 1997 (tweede kamer) en op 4 februari 1997 (achtste kamer) het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het voorliggende geval luidt die motivering als volgt :

Die besondere Dringlichkeit ist dadurch begründet, daß das Dekret die Haushaltsvorgaben 1997 in die Tat umsetzt. Die vorgesehenen rechtlichen Anpassungen dulden daher keinen Aufschub, weil sie das Haushaltsjahr 1997 betreffen und möglichst bald in Kraft treten müssen, um ihre notwendige Wirkung unmittelbar zu entfalten bzw. sie vorhersehbar zu machen. Dies liegt insbesondere auch im Interesse der Betroffenen, die möglichst schnell Klarheit über die neue Rechts-situation erhalten sollten".

*

* *

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

*

* *

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet, indien de overheid om een advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen vraagt, de motivering van het spoedeisend karakter in de aanhef van de voor advies voorgelegde verordening worden overgenomen.

Hieruit blijkt dat de wetgever ervan uitgaat dat over het spoedeisend karakter - en dus over de vraag om al dan niet een dringend advies te vragen aan de afdeling wetgeving - beraadslaagd wordt door de overheid zelf die het voorontwerp of het ontwerp heeft goedgekeurd. Inzake verordeningen maakt de motivering immers deel uit van het ontwerp zelf.

Te dezen blijkt uit de aan de Raad van State medegedeelde stukken wel dat de regering van de Duitstalige Gemeenschap beraadslaagd heeft over het voor advies voorgelegde ontwerp, doch niet dat zij ook beslist heeft om, gelet op het spoedeisend karakter, aan de Raad van State een dringend advies te vragen.

Gelet op het voorwerp van het ontworpen decreet, waarbij overigens alle ministers betrokken zijn, neemt de Raad van State echter aan dat het wel degelijk de regering is geweest die, collegiaal beslissend, het spoedeisend karakter heeft vastgesteld. In die omstandigheden kan over het ontwerp advies gegeven worden.

.../...

EXAMEN DU TEXTE.CHAPITRE Ier. - Enseignement et formation.Articles 1er à 4.

1. Les articles 1er à 4 de l'avant-projet prévoient diverses mesures destinées à réduire les dépenses dans les secteurs de l'enseignement afin de les faire correspondre aux prévisions budgétaires pour 1997.

L'application de telles mesures doit toutefois s'inscrire dans les limites tracées par l'article 24, § 4, de la Constitution, en vertu duquel :

"Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié".

Or, les articles 1er à 4 de l'avant-projet sont ainsi conçus qu'ils risquent de donner lieu à des différences de traitement peu justifiées au regard de ces principes (1).

(1) Voir en ce sens l'avis L. 24.874/2/8 des 30 janvier et 1er février 1996 sur un avant-projet de "décret-programme", R.D.Gem., 1995-1996, n° 37/1, pp. 21-22.

L'article 1er prévoit d'importantes réductions des subventions de fonctionnement pour l'enseignement subventionné. Ni le texte de l'avant-projet ni le commentaire des articles n'indiquent que des mesures équivalentes seraient appliquées dans l'enseignement organisé par la Communauté germanophone. Une telle distinction doit être justifiée au regard de l'exigence constitutionnelle d'égalité entre les réseaux, par l'existence de différences objectives (1). Il convient à tout le moins de fournir les justifications nécessaires dans l'exposé des motifs.

L'article 2 réserve un traitement particulièrement favorable à l'établissement d'enseignement "César-Franck Athenäum" à la Calamine. Selon le commentaire des articles, la différence objective résiderait dans le fait que cet établissement, un lycée (ancienne école moyenne, limitée aux trois premières années des humanités) transformé en athénée (qui offre les six années d'humanités), doit "s'attendre pendant plusieurs années scolaires à un accroissement exceptionnel du nombre d'élèves". Il est légitime de tenir compte de la situation exceptionnelle d'un établissement d'enseignement en développement (2). Il faut toutefois

-
- (1) Sur le lien entre la liberté d'enseignement et le droit au subventionnement, voir notamment les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 25/92 du 2 avril 1992 (Moniteur belge 10 juin), 28/92 du 2 avril 1992 (Moniteur belge 14 mai) et 18/93 du 4 mars 1993 (Moniteur belge 24 mars). Sur l'application du principe d'égalité au financement des écoles, voir notamment les arrêts n° 27/92 du 2 avril 1992 (Moniteur belge 3 juin), 28/92, précité.
- (2) Voir à cet égard l'arrêt de la Cour d'arbitrage 28/92 du 2 avril 1992 (Moniteur belge 14 mai 1992).

.../...

justifier l'ampleur de la dérogation dont bénéficie cet établissement, en l'occurrence les 9,7 p.c. de majoration consentis.

L'article 3 modifie, pour l'année scolaire 1997-1998, le système de calcul du nombre de périodes-professeur pour les deuxième et troisième degrés des établissements d'enseignement de l'enseignement secondaire de plein exercice. La définition même des degrés est modifiée par rapport au décret du 5 juin 1990 fixant le nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I. L'article 4 modifie, pour l'année scolaire 1997-1998, la fixation du capital-période dans l'enseignement de promotion sociale. Ces mesures transitoires s'appliquent uniformément à tous les établissements de ce type. Vu les délais impartis et la technicité de la matière, il n'est pas possible de s'assurer que ces mesures linéaires auront des effets équivalents sur tous les établissements concernés et que, dès lors, l'égalité ne sera pas rompue.

2. L'article 4 de l'avant-projet comporte trois délégations au Gouvernement.

En vertu de l'article 24, § 5, de la Constitution,

"L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret".

.../...

Les auteurs du projet doivent veiller à ce que ces délégations demeurent dans les limites admises par la Cour d'arbitrage au regard de l'article 24, § 5, de la Constitution. Celle-ci a rappelé récemment que "le Constituant n'a pas entendu interdire toute délégation qui serait accordée par le législateur au Gouvernement. Une telle délégation ne saurait toutefois être à ce point étendue qu'elle laisserait au Gouvernement le soin de fixer les règles essentielles à l'organisation de l'enseignement" (1). Il en résulte que "ces délégations ne peuvent porter que sur la mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur lui-même. A travers elles, l'Exécutif ne saurait combler l'imprécision de ces principes ou affiner des options non suffisamment détaillées" (2).

Il appartient au législateur de fixer lui-même les critères d'augmentation et de réduction du capital période et de limiter ainsi la marge d'appréciation discrétionnaire laissée au Gouvernement.

(1) Voir notamment les arrêts n° 11/96 du 8 février 1996, Moniteur belge, 24 février, considérant B.5. et n° 43/96 du 2 juillet 1996, Moniteur belge, 25 juillet, considérant B.6.

(2) C.A., arrêt n° 33/92 du 7 mai 1992, Rec., p. 392, considérant B.5.2. Voir également les avis de la section de législation du Conseil d'Etat cités par R. ANDERSEN et P. NIHOUL, "Le Conseil d'Etat, chronique de jurisprudence 1994 (première partie)", Rev. b. dr. const., 1995, pp. 74-77.

Article 5.

La délégation faite au Gouvernement, en ce qu'elle revient à permettre à celui-ci de déterminer le champ d'application du décret, est excessive.

Articles 6 à 8.

Par ces dispositions, l'avant-projet entend modifier le décret du 19 décembre 1988 organisant la formation professionnelle.

En 1988, la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone se sont entendues pour que les deux communautés puissent confier certaines tâches de formation professionnelle à l'Office régional de l'emploi, organisme créé par le décret du Conseil de la Région wallonne du 16 décembre 1988 (Moniteur belge, 1er février 1989).

Pendant que s'élaborait cette coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles a été modifiée. Un article 92bis y a été introduit par la loi spéciale du 8 août 1988, qui dispose, en son premier paragraphe :

"L'Etat, les Communautés et les Régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun".

.../...

Dans son avis L. 18.778/9 du 24 octobre 1988 rendu sur le projet de décret devenu le décret du Conseil de la Communauté française du 23 décembre 1988 portant attribution des missions de formation professionnelle à un organisme créé par la Région wallonne, la section de législation du Conseil d'Etat attirait l'attention "sur ce que le procédé actuellement mis en oeuvre a été imaginé, en quelque sorte, à titre palliatif, à un moment où l'article 92bis précité n'existait pas encore et sur ce qu'il suppose, pour aboutir au résultat recherché, que le décret qui sera adopté par le Conseil régional wallon et celui du Conseil de la Communauté française ne contiennent aucune contradiction. Un tel résultat est aléatoire dans la mesure où les textes actuellement connus sont susceptibles d'être amendés" (1).

Les dispositions contenues dans les articles 6 à 8 de l'avant-projet doivent donc faire l'objet d'un accord de coopération.

(1) Doc. C.C.F., 1988/1989, n° 38/1, p. 5. Si l'avis L. 18.613/2 du 8 juin 1988 rendu sur le projet devenu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 19 décembre 1988 organisant la formation professionnelle n'énonce pas une telle objection, c'est parce qu'il a été rendu avant l'adoption de l'article 92bis de la loi spéciale précitée.

HOOFDSTUK II. - Cultuur.

Afdeling 1. - Openbare bibliotheken.

Artikel 9.

Dit artikel strekt tot de wijziging van artikel 20 van het decreet van 15 juni 1994 over de openbare bibliotheken.

Volgens artikel 12, § 2, van het genoemde decreet moeten o.m. alle voorontwerpen van decreet tot wijziging van het genoemde decreet voor advies worden voorgelegd aan de Adviescommissie voor openbare bibliotheken.

Op vraag van de met het onderzoek belaste auditeur heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard dat dit advies nog niet gevraagd was. Om te voldoen aan het decretaal vereiste, dient dat advies alsnog ingewonnen te worden.

.../...

Afdeling 3. - Oprichting van een begrotingsfonds teneinde de schepping van audiovisuele, geluids- en multimediale werken te bevorderen.

Algemeen.

1. De artikelen 11 tot 15 voorzien in de oprichting van een begrotingsfonds, in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit (1).

Uiteraard kan het begrotingsfonds enkel betrekking hebben op materies die behoren tot de bevoegdheid van de Duitstalige Gemeenschap. Hieruit volgt dat het begrip "audiovisuele, geluids- en multimediale werken" geïnterpreteerd moet worden binnen het kader van de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (2).

(1) De wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, zijn van toepassing op de Duitstalige Gemeenschap krachtens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, en artikel 86, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

(2) Die bepaling is van toepassing op de Duitstalige Gemeenschap krachtens artikel 4, § 1, van de genoemde wet van 31 december 1983.

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar gaan de stellers van het ontwerp ervan uit dat de omschrijving van de doelstellingen van het fonds (artikel 11) en van de bestemming van de middelen (artikel 13) voldoende zou zijn als decretale basis voor het verlenen van tegemoetkomingen aan auteurs van werken.

Die opvatting is niet correct. Het oprichten van een begrotingsfonds is niets anders dan een budgettaire maatregel die het mogelijk maakt af te wijken van het beginsel van de niet-affectatie van de ontvangsten.

Indien de stellers van het ontwerp een subsidie-regeling willen invoeren, wordt daarvoor best een organieke regeling uitgewerkt. Bij gebreke van zulke regeling in het ontworpen decreet zal jaarlijks in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling opgenomen moeten worden, in de zin van artikel 12, derde lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit.

3. Zowel in artikel 12 als in artikel 14 van het ontwerp worden de inkomsten van het fonds geregeld. Het zou duidelijker zijn om dat in één artikel te doen.

Artikel 12.

1. De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat de retributies en de taksen bedoeld in het eerste lid, 1^o en 3^o, nog geregeld moeten worden in latere decreten.

.../...

2. De retributies bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn geen retributies die door de Duitstalige Gemeenschap worden geïnd.

De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat de stellers van het ontwerp bedoelen te verwijzen naar het deel van de vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik, geregeld in artikel 55 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, dat overeenkomstig artikel 58, § 2, van die wet, op grond van een samenwerkingsakkoord aan de Duitstalige Gemeenschap zou kunnen toekomen (1).

De tekst van het ontwerp dient in die zin aangepast te worden.

3. Luidens het tweede lid wordt het fonds gespijsd, niet alleen door de in het eerste lid opgesomde ontvangsten, maar eveneens "door het deel van de globale dotatie dat in de ontvangstenbegroting als toegewezen ontvangsten ingeschreven is voor het vervullen van de opdrachten van (het) fonds".

Uit artikel 45, § 1, eerste lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit volgt dat "de organieke wet" (in casu "het organiek decreet") zelf de op de (rijks)middelen-

(1) Tot heden blijkt een dergelijk samenwerkingsakkoord nog niet te zijn gesloten.

begroting aangerekende ontvangsten moet aanwijzen die de inkomsten van het begrotingsfonds vormen.

De ontworpen bepaling blijkt in die zin te moeten worden begrepen dat ze het aanwijzen van de inkomsten van het fonds overlaat aan de begrotingsdecreetgever. De aldus begrepen regeling kan niet worden geacht in overeenstemming te zijn met artikel 45, § 1, eerste lid.

Artikel 13.

Volgens het genoemde artikel 45, § 1, eerste lid, kunnen begrotingsfondsen worden opgericht om bepaalde ontvangsten te bestemmen "voor uitgaven waarvan (de wet) het voorwerp vaststelt". Uit die bepaling blijkt dat de bedoelde uitgaven op een voldoende precieze wijze omschreven moeten worden.

Dit is niet het geval met de omschrijving in artikel 13 van het ontwerp. Die bepaling dient het voorwerp van de uitgaven nader te preciseren.

Artikel 14.

1. Uit artikel 45, § 1, eerste lid, van de wetten op de rijkscomptabiliteit volgt dat ook de aard van de toegewezen ontvangsten op een voldoende precieze wijze omschreven moet worden.

.../...

In zoverre in artikel 14 van het ontwerp sprake is van "andere ontvangsten ... die betrekking hebben op de in artikel 11 vermelde opdrachten", dienen die ontvangsten nader gepreciseerd te worden.

2. Artikel 14 bepaalt verder dat het fonds kan beschikken "over de opbrengst voortvloeiend uit het beheer van zijn bezittingen".

Die bepaling kan de indruk wekken dat het fonds opgevat wordt als een van de gemeenschap onderscheiden rechtspersoon, die over een eigen vermogen beschikt. De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard dat zulks geenszins de bedoeling is. Met de opbrengsten waarvan sprake zouden bijvoorbeeld de intresten bedoeld zijn, die eventueel kunnen voortvloeien uit de belegging van de ontvangsten bedoeld in de artikelen 12 en 14.

Als alleen de intresten bedoeld zijn, is het betrokken zinsdeel overbodig en kan het best weggelaten worden. Als andere inkomsten bedoeld worden, zou dat zinsdeel gepreciseerd moeten worden.

.../...

HOOFDSTUK III. - Gezin en sociale aangelegenheden.Afdeling 1. - Openbare centra voor maatschappelijk welzijn.Artikel 16.

Artikel 56, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voorziet in de mogelijkheid om in dringende gevallen personeel in dienst te nemen, binnen de perken van de personeelsformatie. Het vigerende artikel 56, § 2, voorziet daarenboven in de mogelijkheid om in geval van ramp personeel buiten de perken van de personeelsformatie in dienst te nemen, met het oog op het vervullen van dringende en onvoorziene taken.

Door de ontworpen wijziging van artikel 56, § 2, zou voortaan, buiten de perken van de personeelsformatie, personeel in dienst genomen kunnen worden om dringende en onvoorziene taken te vervullen. Die mogelijkheid zou m.a.w. niet meer beperkt zijn tot het geval van ramp.

Omdat er ten gevolge van de ontworpen wijziging onduidelijkheid kan ontstaan over de precieze draagwijdte van de paragrafen 1 en 2 van artikel 56 in hun onderlinge samenhang bekeken, zou het wenselijk zijn dat in de memorie van toelichting op het verband tussen die paragrafen ingegaan wordt.

.../...

HOOFDSTUK IV. - Kijk- en luistergeld.Artikel 24.

1. Dit artikel strekt ertoe de Duitstalige Gemeenschap voortaan zelf te laten instaan voor de inning van het kijk- en luistergeld.

Overeenkomstig artikel 5bis, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten is het kijk- en luistergeld een gemeenschapsbelasting. Volgens artikel 5bis, § 5, eerste lid, zorgt de Staat evenwel voor de dienst van die belasting, "tenzij de Gemeenschappen er in onderlinge overeenstemming anders over beslissen".

Artikel 5bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 is volgens artikel 59 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap van overeenkomstige toepassing op de Duitstalige Gemeenschap.

Een letterlijke lezing van artikel 5bis, § 5, eerste lid, zou ertoe leiden dat geen gemeenschap, ook niet de Duitstalige, op eigen initiatief zou kunnen beslissen zelf in te staan voor de inning van het kijk- en luistergeld, en dat daartoe integendeel een gezamenlijke beslissing van alle gemeenschappen, met inbegrip van de Duitstalige, vereist is.

.../...

Zulke lezing strookt echter niet met de bedoeling die aan artikel 59 van de wet van 31 december 1983 ten grondslag ligt. Terwijl artikel 5bis, § 5, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, met name omwille van de problemen i.v.m. de samenlopende bevoegdheid van de Vlaamse en de Franse Gemeenschap in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, in een "onderlinge overeenstemming" tussen beide gemeenschappen voorziet, beoogt artikel 59 van de wet van 31 december 1983, vervangen bij de gewone wet van 16 juli 1993, die regeling op "overeenkomstige" wijze toe te passen op de Duitstalige Gemeenschap. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt dat de wetgever voor de Duitstalige Gemeenschap een regeling wenste uit te werken, "naar analogie" van die voor de twee andere gemeenschappen (1). Uit de tekst van artikel 59 van de wet van 31 december 1983 en uit de bedoeling ervan, zoals die o.m. tijdens de parlementaire voorbereiding is verwoord, kan aldus afgeleid worden dat de wet voor de Duitstalige Gemeenschap een stelsel opzet, dat kan bestaan naast dat voor de beide andere gemeenschappen.

Hieruit volgt dat de decreetgever van de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is om in de ontworpen regeling te voorzien, zonder dat daarvoor eerst een samenwerkingsakkoord met de twee andere gemeenschappen gesloten moet worden.

(1) Zie de niet-tegengesproken verklaring van een lid van de Commissie voor de Grondwet, voor de institutionele hervormingen en voor de regeling van conflicten, Parl. St., Kamer, 1992-93, nr. 897/15, p. 11.

2.1. Het eerste lid van het ontworpen artikel 24 vangt aan met de woorden "onverminderd artikel 5bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, ...".

Dat zinsdeel wekt de indruk dat de decreetgever zich zelf zou kunnen uitspreken over de mate waarin artikel 5bis van toepassing is. Dit is uiteraard niet het geval.

2.2. Gelet op hetgeen bepaald is in de artikelen 52 en 81 van de wet van 31 december 1983, is het tweede lid van het ontworpen artikel 24 overbodig.

2.3. Rekening houdend met de opmerkingen 2.1 en 2.2 zou artikel 24 korter geformuleerd kunnen worden als volgt :

"Met toepassing van artikel 5bis, § 5, eerste lid, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (1), wordt de Regering gemachtigd te zorgen voor de inning van het kijk- en luistergeld door de Gemeenschap, volgens de door haar vastgestelde procedureregels" (2).

(1) Men verwijze in de tekst zelf van een artikel best niet naar de wijzigingen van een daarin vermelde bepaling, om te vermijden dat latere wijzigingen niet meer in aanmerking genomen zouden worden.

(2) Indien aan de regering opdracht wordt gegeven om een regeling uit te werken, kan zij zelf de datum van inwerkingtreding van die regeling bepalen. Het is dan niet meer nodig om in de tekst van het ontworpen artikel 24 te bepalen dat de inning door de gemeenschap plaatsheeft "vanaf (een bepaalde datum)".

CHAPITRE V. - Entrée en vigueur.Article 27.

Cette disposition, en son premier alinéa, entend faire rétroagir les articles 1er et 2 de l'avant-projet au 2 septembre 1996. Or, l'article 1er restreint de façon substantielle les subventions de fonctionnement de certains établissements d'enseignement.

L'on se doit de rappeler l'avis rendu relativement à l'avant-projet devenu le décret-programme du 4 mars 1996 :

"Zoals de Raad van State heeft opgemerkt, onder meer in een advies over een ontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap houdende bepalingen tot begeleiding van de begroting 1996 (1), zijn de voorspelbaarheid en de rechtszekerheid inherent aan het begrip zelf van een democratische samenleving (2). Het grondbeginsel van de rechtszekerheid houdt in dat de inhoud van het recht, onder meer door de wijze waarop het geformuleerd is, voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien, op het ogenblik dat die handeling wordt gesteld (3).

Wat de voorwaarden van een subsidiestelsel betreft, kunnen de betrokken instellingen en verenigingen weliswaar het vertrouwensbeginsel niet inroepen om de handhaving ervan te eisen, en kan de decreetgever, in

(1) Advies L. 24.676/1/8 van 16-17 oktober 1995, Parl. St., Vl. Raad, 1995-96, nr. 147-1, (73), 133-134.

(2) R.v.St., 24 november 1992, Lejeune, nr. 41.140.

(3) Zie, onder meer, Arbitragehof, 5 juli 1990, nr. 25/90, overw. 8.B.7.2; Arbitragehof, 22 november 1990, nr. 36/90, overw. 2.

de uitoefening van zijn discretionaire bevoegdheid, dat stelsel voor de toekomst wijzigen (1).

Dit neemt niet weg dat de bedoelde instellingen en verenigingen, rekening houdend met de te verwachten subsidie voor 1996, bepaalde verbintenissen op zich genomen kunnen hebben, bijvoorbeeld personeelsleden aangeworven of in dienst gehouden hebben. Door het subsidiestelsel te wijzigen in de loop van het begrotingsjaar, voor een aantal bepalingen zelfs met terugwerkende kracht, zou de ontworpen regeling patrimoniale rechten van die instellingen en verenigingen in het gedrang kunnen brengen en aldus een aantasting kunnen inhouden, niet enkel van het rechtszekerheidsbeginsel en het vertrouwensbeginsel, doch ook van het eigendomsrecht (2).

Binnen het korte tijdsbestek waarover de Raad van State beschikt, heeft hij deze kwestie niet nader kunnen onderzoeken. Het staat aan de regering om de Raad van de Duitstalige Gemeenschap de nodige gegevens te bezorgen met betrekking tot de concrete weerslag van de ontworpen regeling op de rechtmatige verwachtingen van de betrokken instellingen en verenigingen. De decreetgever zal dan, in het licht van die gegevens, moeten overgaan tot een afweging tussen het algemeen (budgettair) belang en de belangen van de betrokkenen. Indien verkregen rechten of rechtmatige verwachtingen worden aangetast, mag die aantasting niet onevenredig zijn met het doel dat met de ontworpen regeling wordt nagestreefd (3)" (4).

-
- (1) Rdpl. H.J., 7 mei 1992, Pesquerias de Bermeo en Naviera Laida, Jur., 1992, I, (2901), p. 2944, overw. 34-35.
 - (2) Zie, wat het eigendomsrecht betreft, Europees Hof voor de Rechten van de Mens, 20 november 1995, Pressos Compania Naviera, te publiceren in Publ. Cour, reeks A, vol. 332, §§ 28-44.
 - (3) Zie de hiervoor vermelde arresten van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en het Arbitragehof.
 - (4) Avis L. 24.874/2/8 des 30 janvier et 1er février 1996 sur un avant-projet de "décret-programme", R.D.Gem, 1995-1996, n° 37/1, pp. 20-21.

L'avis concernant le chapitre Ier, articles 1er à 8, et le chapitre V, articles 25 à 27, a été donné par la deuxième chambre composée de

Messieurs	J.-J. STRYCKMANS,	président,
	Y. KREINS,	conseillers d'Etat,
	P. LIENARDY,	
Madame	J. GIELISSEN,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE , auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par
M. L. DETROUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRESIDENT,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

Het advies betreffende de hoofdstukken II, III en IV werd gegeven door de achtste kamer, samengesteld uit

de Heren :	W. DEROOVER,	kamervoorzitter,
	P. LEMMENS,	staatsraden,
	L. HELLIN,	
	A. ALEN,	assessoren van de
	H. COUSY,	afdeling wetgeving,
Mevrouw :	F. LIEVENS,	griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. B. SEUTIN en G. VAN HAEGENDOREN, en door Mevr. R. THIELEMANS, auditeurs. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. DRIJKONINGEN, referendaris.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

F. LIEVENS.

W. DEROOVER.